



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE



EXPLORER LES FRACTURES INTERNATIONALES

ETHIOPIE,
SOUFFLE D'ESPOIR POUR
L'AFRIQUE ?

**(DÉS)ÉQUILIBRES
ÉCONOMIQUES
MONDIAUX**

MOYEN-ORIENT :
SE RECONSTRUIRE DANS UN
CONTEXTE INCERTAIN

RESTAURER
LA CONFIANCE ?

LES DYNAMIQUES ASIATIQUES
À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

ÉTHIOPIE, SOUFFLE D'ESPOIR POUR L'AFRIQUE

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Auditorium



Laëtitia Bader en visioconférence, Abdeta Beyene, Henok Teferra Shawl, René Lefort et Olivier Caslin

Une position stratégique

Si certains débats font consensus, cela n'a pas été le cas pour celui-ci qui a donné lieu à des analyses et des prises de positions contradictoires. Une question liminaire s'impose : pourquoi dédier une discussion à l'Éthiopie alors que l'Afrique compte 63 États ? D'abord pour son actualité. Abiy Ahmed, son Premier ministre, a reçu en 2019 le 100e Prix Nobel de la Paix,

MODÉRATEUR :

Olivier Caslin, Journaliste de Jeune Afrique

INTERVENANTS :

René Lefort, chercheur indépendant, spécialiste de la Corne de l'Afrique

Laëtitia Bader, directrice Corne de l'Afrique à Human Rights Watch

Abdeta Beyene, directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation

Henok Teferra Shawl, ambassadeur d'Éthiopie en France

engendrant un formidable espoir. Ensuite par sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique, péninsule à l'est du continent et dont l'Éthiopie est à la fois le cœur et la principale puissance politique et économique. Enfin, ce grand pays de 109 millions d'habitants constitue le berceau de l'humanité depuis la découverte de Lucie en 1974. Henok Teferra Shawl précise que l'Éthiopie est une vieille nation. L'ambassadeur d'Éthiopie en France indique ensuite que son pays, s'il souffre comme les autres de la Covid-19, devrait bénéficier en 2020 d'un taux de croissance économique estimé à 7,2 %. Il dit ensuite que, grâce aux réformes entreprises depuis deux ans, son pays a géré les difficultés macro-économiques qui persistaient et a avancé sur le grand projet du Barrage de la

Renaissance¹. « *Nous sommes un très vieil Etat qui est passé d'un système féodal sous la forme d'un empire à une monarchie absolue. Nous avons essayé le communisme puis un régime autoritaire pour finalement s'engager vers la démocratie dont nous faisons l'apprentissage* » a aussi commenté le représentant de l'Éthiopie en France, rappelant que ce régime suppose des institutions judiciaires, une société civile, des médias indépendants et des responsables qui agissent dans le cadre de la loi.

« L'Éthiopie assurera pour la première fois de son histoire sa sécurité alimentaire. Pour un Ethiopien comme moi, c'est une grande fierté »

Henok Teferra Shawl

Des critiques acérées

René Lefort porte une analyse différente sur la situation actuelle de l'Éthiopie. « *Monsieur l'ambassadeur nous dit que son pays pose des jalons pour la démocratie. Ce n'est pas l'évolution que j'observe depuis 18 mois en lisant la presse internationale qui critique le régime et s'inquiète d'une dérive autoritaire* ». Le chercheur indépendant évoque « *une justice chaotique* », une assemblée « *composée à 100 % de députés qui appartenaient à d'anciens partis quasi uniques qui ne délibèrent pas* » ainsi qu'une « *atomisation du pouvoir et de l'autorité qui rend la situation extrêmement difficile à surmonter* ». Ce à quoi Henok Teferra Shawl répond « *que l'Éthiopie ne recherche pas l'au-*

¹ Plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, sa construction est programmée pour 2022. Ce projet suscite des tensions avec les pays situés en aval, le Soudan et l'Égypte, qui craignent une diminution des débits d'eau et des apports de limon



toritarisme mais que l'autorité de l'Etat soit respectée dans un cadre démocratique. Pour cela, il faut séparer l'Etat du parti. C'est absolument faux d'affirmer que nous cherchons à perpétuer l'Etat-parti alors que nous essayons de faire tout le contraire ». Il pense enfin « *qu'il ne faut pas mélanger le passé avec le présent, reconnaissant beaucoup de passifs mais aussi des actifs sur l'ancienne gestion du pays* ». Abdet Beyene relativise ces critiques en soulignant que l'Éthiopie est en pleine transition, que le pays évolue et qu'il se réforme. Après avoir rappelé historiquement son contexte politique, le directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation mentionne que les changements profonds font « *toujours des gagnants et des perdants, les gagnants cherchant à consolider leur pouvoir* ». Il reconnaît cependant des contradictions. « *Les institutions fédérales ont résolu des problèmes mais elles en ont aussi renforcé d'autres* ». Il souligne également des problématiques transfrontalières entre les Etats régionaux qui peuvent remettre en cause le processus entamé. « *Le régime précédent a tenté de créer des institutions basées sur la compréhension de nos contradictions.*

Le leadership actuel tente, à l'inverse, d'impliquer l'Éthiopie en harmonisant la société ». Enfin, il souligne le rôle géopolitique de l'Éthiopie. « Nous sommes des pacificateurs dans le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, mais aussi en Somalie. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer car tous nos voisins sont de petits pays, comme Djibouti par exemple, qui comptent sur notre présence pour consolider la paix dans cette région ».

Le verre à moitié vide ou à moitié plein

Laëtitia Bader partage l'idée que l'Éthiopie a suscité de l'espoir chez beaucoup d'Érythréens en 2018, mais que les faits s'avèrent différents depuis. Elle fait état « *d'une réalité extrêmement complexe* » avec, dans un premier temps, des réformes positives et des engagements importants, dont notamment la libération de milliers de prisonniers politiques. Mais depuis 2019, elle reproche au gouvernement de forcer des milliers de déplacés à rentrer chez eux et dans des régions en conflits. Elle évoque « *une détérioration des droits de l'Homme et une politique*



Laëtitia Bader

sécuritaire très grave ». Elle revient notamment sur l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa².

« Le gouvernement a failli dans sa promesse de mener des enquêtes crédibles et de tenir ses engagements en matière de commission de paix, avec des violences intercommunautaires récurrentes en Éthiopie ».

Laëtitia Bader

Interrogé sur ce dernier point, l'ambassadeur a expliqué que ces violences sont le fait d'acteurs politiques qui cherchent à semer le chaos dans le pays. Selon lui, la population éthiopienne vit en paix dans l'harmonie. Sur la commission de paix et de réconciliation, il explique qu'elle est composée de personnalités « *les plus indépendantes qui soient* ». Enfin, concernant l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa, il précise que c'est l'acte « *de gens organisés, venus d'autres endroits, qui veulent créer une guerre civile entre des groupes ethniques* ». René Lefort craint en conclusion que la discussion tourne « *au dialogue de sourd car nous n'avons pas la même vision, même des faits* », estimant que de « *parler de dérive autoritaire n'est pas contradictoire avec l'idée d'un Etat affaibli. C'est justement le contraire puisqu'un Etat affaibli cherche à se renforcer par une dérive autoritaire* ». Une chose est sûre : la situation actuelle de l'Éthiopie fait débat !

² Chanteur éthiopien engagé tué le 29 juin 2020 et dont l'assassinat a généré des manifestations qui ont fait 239 morts sur fond de tensions ethniques

(DÉS)ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES MONDIAUX

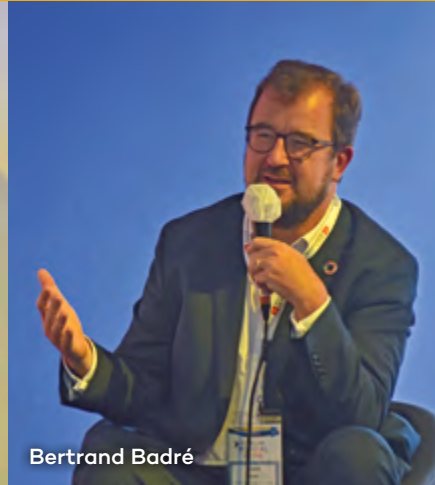
Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Salle Or



Virginie Robert



Sylvie Bermann



Bertrand Badré

À la recherche d'un vaccin pour résoudre la crise économique

Si tous les débats du Forum mondial Normandie pour la Paix traitent de questions d'actualité, certains couvrent des sujets plus « chauds » que d'autres. Celui-ci en fait partie puisqu'il concerne l'impact de la crise sanitaire sur l'ordre mondial. *« Les frontières ont été fermées, les chaînes de production de logistique sont réévaluées, les Etats ont dû intervenir de*

façon très forte, beaucoup d'aides ont été levées pour essayer de résorber les conséquences économiques de cette pandémie. Est-ce qu'il faut réduire les déséquilibres nés de cette crise ou faut-il tenter de créer quelque chose de nouveau ? » questionne Virginie Robert, modératrice. Pour Bertrand Badré, la Covid-19 accélère certaines prises de conscience dans le fonctionnement de nos économies face aux enjeux climatiques ou sociaux. *« Il faut utiliser cette pandémie pour effectuer le travail qui n'a pas été fait lors des crises financières précédentes et réorienter nos économies pour être vraiment au service du développement durable ».* Jason Furman oriente ses propos sur la pénurie de la demande et la nécessité d'opérer une relance à condition de produire et consommer autrement, précisant que *« 11 à 12 millions de personnes ont perdu leur emploi aux*

MODÉRATRICE :

Virginie Robert, Chef du service international, Les Echos

INTERVENANTS :

Jason Furman, Professor of Practice, Harvard Kennedy School, Ancien président du Council of economic Advisers sous l'administration Obama

Sylvie Bermann, Ambassadeur de France - Présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale

Bertrand Badré, Directeur Général de Blue like an Orange Sustainable Capital

Yaroslav Lissovolik, Directeur général & chef de la direction analytique, Sberbank

Etats-Unis à cause de la pandémie. Il est indispensable de les former aux métiers de demain, mais on ne sait pas forcément comment bien s'y prendre ». Yaroslav Lissovlik a apporté son point de vue de Directeur général et chef de la direction analytique de la banque russe Sberbank. « *Le G20 montre que la lutte contre la crise n'est toujours pas suffisamment coordonnée entre les différents pays et institutions mondiales* ». Il pense que l'Union européenne pourrait prendre le leadership de ces efforts communs, suggérant d'associer le Fonds monétaire international, la Banque mondiale¹ ou l'Organisation mondiale du commerce, qui manquent actuellement dans la gouvernance mondiale. Il prône un cadre international pour se préparer à toute éventuelle nouvelle crise dans une logique d'anticipation, la question étant de savoir comment mettre en place ce « filet de sécurité ».

La solution des banques de développement régionales²

La coopération peut aussi être régionale, comme l'ont expliqué les intervenants, citant l'exemple de la banque interaméricaine de développement, la plus importante banque de développement régionale d'Amérique latine. L'occasion de préciser que les ressources des banques régionales de développement sont comparables - sinon supérieures - à celles de la Banque mondiale, et que les institutions régionales peuvent peser davantage que les organisations internationales. Yaroslav Lissovlik estime que les interactions entre les institutions de coopérations

¹ La Banque mondiale est une institution financière internationale qui accorde des prêts à effet de levier à des pays en développement pour des projets d'investissement.

² Institutions qui ont des fonctions similaires à la Banque mondiale, mais avec une zone d'action régionale.

régionales créent de nouvelles opportunités de coopération et plus de possibilité de diplomatie économique. Par rapport à ce qui a été dit, Sylvie Bermann estime que si beaucoup de choses peuvent se faire au niveau régional, il n'est pas sûr que la situation pourrait être résolue de cette manière.

« Si les Etats ne sont pas prêts à coopérer, cela ne passera pas. On retrouve l'antagonisme des grandes puissances et il est très difficile de passer outre ».

Sylvie Bermann

L'ambassadeur de France et Présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale mentionne le fait qu'aux Etats-Unis, comme dans d'autres pays, faute de moyens de l'Etat, des institutions sont fondées grâce aux contributions volontaires. Elle donne l'exemple de l'Organisation mondiale de la Santé qui, avant, faisait l'objet de 80 % de contributions obligatoires et 20 % de contributions volontaires, alors que c'est l'inverse aujourd'hui. Or, ces donateurs qui apportent un important soutien financier, à l'image de la Fondation Bill et Melinda Gates, flèchent aussi leurs contributions dans des domaines qui les intéressent et ne sont pas nécessairement la priorité du moment. Bertrand Badré estime de son côté que la difficulté tient dans la mobilisation des gouvernements sur des sujets qui ne correspondent pas à leur préoccupation géopolitique ou à court terme. Il évoque les relations parfois compliquées entre les banques régionales et la Banque mondiale. Ces dernières doivent selon lui travailler ensemble, car elles font partie du même système.

« J'ai entendu les Banques régionales de développement dire que la Banque mondiale se prenait pour Blanche Neige et qu'elles étaient les sept petits nains »

Bertrand Badré

Recentrer le débat sur la dimension humaine

Les déséquilibres économiques sans précédents provoqués par la pandémie ont touché les pays émergents, notamment en raison de l'arrêt des flux d'argent des émigrés vers leur pays d'origine. Jason Furman pense qu'il s'agit là d'un des aspects les plus importants de la crise actuelle puisqu'elle touche les plus démunis. « *L'émigration a été très affectée par les restrictions qui ont été prises dans les différents pays dont le développement dépendait de manière très importante de ce système de transfert d'argent. Selon les estimations de la Banque mondiale, le manque à gagner s'élève à 100 milliards de dollars* ». Faut-il se préparer à vivre dans un monde plus pauvre ? A cette question, le professeur de la Harvard Kennedy School rappelle que la crise touche tous les pays dans le monde et qu'elle s'amplifie faute de réponse coordonnée. L'Afrique, relativement peu impactée sur le plan sanitaire par rapport à d'autres continents, subit en revanche les conséquences économiques de ce désordre mondial : crise des revenus des émigrés, crise commerciale et phénomènes de relocalisation des activités économiques. Quant à savoir si la crise accentue les replis identitaires, les débatteurs sont prudents : « *quand vous avez une situation de crise économique, vous avez*

toujours nécessairement des inégalités, des mouvements sociaux et une tendance au repli sur soi. Pour autant, il est excessif de dire que c'est la fin de la mondialisation heureuse car on ne relocalisera pas complètement » tempère Sylvie Bermann. A défaut de « vaccination » du système économique, le débat s'est logiquement terminé sur la question du vaccin de la Covid-19. Si les intervenants ne doutent pas de sa découverte « *grâce à une mobilisation de la recherche à l'échelle planétaire unique dans l'histoire de l'humanité* », ils s'interrogent sur la mise à disposition à l'ensemble des populations qui en ont besoin. Une question qui sera bientôt d'actualité.

REPÈRES

- ▶ **23** milliards de dollars ont été engagés par la Banque mondiale en 2019
- ▶ **40%** des déficits et des excédents des transactions courantes à l'échelle mondiale étaient excessifs en 2019 selon le Fonds monétaire international
- ▶ **55%** de la production et de la demande mondiale émanent de 6 pays qui ont été parmi les plus rapidement et durement touchés par la crise sanitaire : Chine, Corée, Italie, Japon, Etats-Unis et Allemagne

MOYEN-ORIENT : SE RECONSTRUIRE DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Salle Azur



Grégory Rayko, Salman Shaikh et Farouk Atig

Donner les clés de la reconstruction aux autochtones

Invitée à expliquer le rôle du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Zena Ali-Ahmad rappelle en préambule que « *le Moyen-Orient a toujours été une région de grande agitation et en conflit* ». Sa Représentante Résidente en Irak explique que ce programme participe au renforcement d'une paix fragile à tra-

vers différentes actions, dont celle du retour ou de la réintégration de familles qui ont dû prendre la fuite. « *En 2016, date à laquelle cette aide a été lancée, le pays comptait 6,7 millions de déplacés intérieurs, forcés de fuir en raison de la guerre contre Daesh. Aujourd'hui, plus de 4,7 millions de ces Irakiens ont retrouvé leur maison grâce au PNUD et aux soutiens de donateurs* ». Vingt-sept partenaires participent en effet au côté du gouvernement à la réhabilitation des infrastructures du pays, de l'eau à l'électricité en passant par la construction d'abris décents. « *Nous travaillons aussi à l'autonomie alimentaire par des aides à l'agriculture locale. Cette réappropriation est complexe car les personnes emprisonnées par Daesh ne se sentent plus enraci-*

MODÉRATEUR :

Grégory Rayko, Chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS :

Zena Ali-Ahmad, Représentante Résidente en Irak du Programme des Nations-Unies pour le Développement

Farouk Atig, Grand reporter, spécialiste des réseaux djihadistes

Salman Shaikh, Fondateur et Directeur Général - The Shaikh Group

nées à la terre qu'ils travaillaient précédemment. Nous effectuons à ce titre un gros effort pour intégrer ces communautés dans le tissu social ».

L'intégration des populations au processus de reconstruction

Salman Shaikh confirme la nécessité d'engager les représentants des populations pour bâtir la paix au Moyen-Orient. Il prend appui sur l'expérience de son organisation qui intervient depuis dix ans sur la plupart des conflits de cette région du monde : Palestine, Israël, Liban et Irak. Selon lui, en Syrie, l'ONU a fait l'erreur fin 2011 et en 2012 de se concentrer de façon trop étroite sur le dialogue entre le régime de Bachar el-Assad et l'opposition, alors que cette dernière n'était pas vraiment organisée malgré les efforts de la communauté internationale.

« Les Syriens nous disent qu'il faut un processus qui implique plus de personnes et qui donne à chacun la possibilité de s'exprimer sur les réformes nécessaires dans leur société ».

Salman Shaikh

Rappelant son opposition à Bachar el-Assad « *qui ne mérite pas de gouverner ce pays* », Salman Shaikh estime, dans une Syrie scindée en différentes zones contrôlées par des administrations différentes, que « *la seule façon de surmonter les difficultés consiste à soutenir le droit international et les normes internationales* ». Il tient à rappeler à ce titre l'interdiction absolue d'un gouvernement d'attaquer ses

propres populations ou encore le droit des citoyens à s'exprimer sur leur façon de reconstruire leur pays.

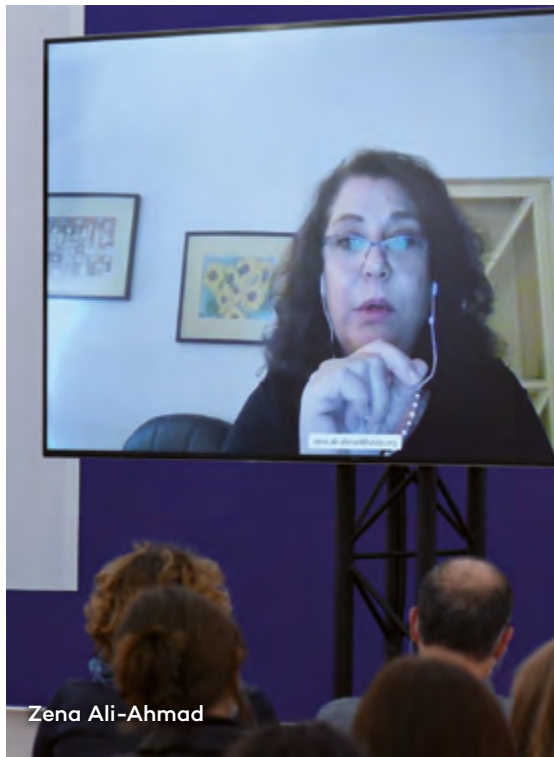
La viabilité de l'Irak et de la Syrie en question

Farouk Atig estime également que « *la solution ne peut pas venir d'entités extraterritoriales ou d'entités étrangères, et qu'il est temps de confier aux Irakiens et aux Syriens les clés de la reconstruction de leur pays respectif* ». Quant à la viabilité de ces deux États l'un à côté de l'autre, « *[son] cœur a envie de dire oui mais la raison [lui] fait dire non* ». Se penchant sur le sort syrien, le grand reporter explique que le pays est morcelé et qu'il existe trois Syrie à part entière. La première au Sud avec la capitale Damas et une gouvernance shiite alaouite ; la deuxième au nord-ouest, sous influence turque, avec près de 3 millions de personnes, qui résiste au régime de Bachar el-Assad ; la troisième, à majorité kurde et arabe, qui s'est battue pour libérer le pays de l'influence djihadiste.

« Il faut rappeler les exactions de Bachar el-Assad, cet homme dont le ministre français des Affaires étrangères disait en 2012 qu'il ne mériterait pas d'être sur terre »

Farouk Atig

Zena Ali-Ahmad estime pour sa part que le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Irak sont viables, mais que la dégradation du contrat social entre les citoyens et les gouvernements constitue un frein supplémentaire. Elle prône également la reconnaissance des victimes « *car la réconciliation n'est pas possible sans justice* ». Salman Shaikh croit aussi à



une solution possible car « *ce sont des peuples fiers et des civilisations très importantes* ». Farouk Atig, à l'écoute de ces remarques, nuance ses propos initiaux sur la viabilité des Etats irakiens et syriens et précise sa pensée : « *j'ai plus confiance en l'Irak car, malgré les traces de la guerre, il n'y a pas eu la même hécatombe qu'en Syrie, en tout cas ces dix dernières années. Je pense simplement que les choses vont être particulièrement compliquées et que la solution est interne. Il revient aux populations opprimées et opprimees de juger ceux qui se sont rendus complices de crimes atroces. Si l'on ne fait pas ce travail préalable, il n'y a pas de viabilité possible* ».

Un cancer nommé Daesh

Les échanges se sont ensuite focalisés sur Daesh, comparé « *à un cancer qui a rongé cette région du monde et dont les métastases ont proliféré* ». Farouk Atig indique que ces « organisations » ont prospéré en raison de l'absence d'un Etat central. « *Il suffit de voir de*

quelle manière spectaculaire la ville de Mossoul a été prise en quatorze heures par l'Etat islamique. Or, cette ville était contrôlée par des miliciens shiites envoyés par Bagdad qui exerçaient le racket, le viol et les vols sur les populations majoritairement sunnites. L'exaspération des populations locales a facilité l'arrivée de Daesh ». Grégory Rayko recentre le débat sur la reconstruction et le rôle des puissances extérieures. Tous les intervenants sont d'accord pour reconnaître un désengagement des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie. Ils préfèrent à ces luttes d'influence le soutien de la communauté internationale, qui doit selon eux aider les populations à prendre leur destin en main en leur donnant les clés de la reconstruction.

REPÈRES

- ▶ **380 000** personnes ont été tuées en Syrie depuis le début du conflit en 2011, dont plus de 115 000 civils, parmi lesquels on comptait 22 000 enfants.
- ▶ **400** milliards de dollars : le coût des destructions en Syrie estimé par l'ONU
- ▶ **4 000** milliards de dollars. Ce serait le coût global pour les États-Unis de la guerre contre l'Irak, intégrant les frais médicaux et les pensions versées aux anciens combattants

RESTAURER LA CONFIANCE ?

Explorer les fractures internationales | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | Salle Azur



Marc van der Woude, Françoise Mélonio et Pascal Perrineau

Une cassure profonde et durable

En ouverture de ce débat, Françoise Mélonio a cité le Premier ministre Jean Castex, qui se donnait comme première ambition « *de restaurer la confiance qui soude des sociétés autour des valeurs humaines : la confiance du peuple en ses élites, la confiance entre l'Etat et les corps intermédiaires, la confiance en l'avenir* ». Preuve d'une certaine manière que le bât blesse, comme l'explique Pascal Perrineau : « *La société*

française est considérée comme l'une des plus défiantes au monde, derrière l'Afghanistan par exemple. Or, la confiance est un ressort décisif du fonctionnement démocratique, partant du principe que si le pouvoir vient d'en haut, la confiance vient d'en bas ». Ce sentiment constitue selon le politologue l'élément fondamental du malaise démocratique que nous traversons. « *A travers les études que nous menons, nous observons que cette défiance est tous azimuts : vis-à-vis du monde politique, des entreprises, des institutions religieuses, de la justice...* ». Dans ce panorama, ce que Pascal Perrineau appelle « l'Etat protecteur », à savoir l'armée, la police et les hôpitaux publics, fait figure d'exception. Le paradoxe, c'est que les personnes interrogées en France dans les enquêtes relatent une forte confiance en elles-mêmes, mais aussi en leurs proches,

MODÉRATRICE :

Françoise Mélonio, Professeure émérite de littérature française, Sorbonne Université

INTERVENANTS :

Arthur Goldhammer, écrivain, traducteur, essayiste, Senior Affiliate au Center for European Studies de l'Université de Harvard

Pascal Perrineau, Politologue et professeur des Universités à Sciences Po, ancien directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

Marc van der Woude, Président du Tribunal de l'Union européenne

leurs voisins ou leur quartier. Cette « confiance de proximité » s'est exprimée de façon magistrale pendant la crise de la Covid-19, avec des solidarités interpersonnelles remarquables. L'intervenant pointe en revanche du doigt une donnée très inquiétante : la défiance vis-à-vis des décideurs.

« La confiance entre les citoyens et le pouvoir s'apparente à un trou noir qui ne cesse de se creuser année après année ».

Pascal Perrineau

Les effets délétères de la situation

Les seuls décideurs qui trouvent grâce aux yeux de l'opinion publique sont ceux qui ont quitté la scène politique. Cette défiance généralisée présente des effets délétères car elle affaiblit le régime démocratique et renforce de fait l'idée qu'il pourrait y avoir autre chose, comme un régime autoritaire

par exemple, une idée qui gagne du terrain chez les jeunes. Le Professeur des Universités à Sciences Po parle de plusieurs visages de la démocratie aujourd'hui avec « une démocratie représentative », qui fonctionne, mais de moins en moins bien, et « une démocratie participative », qui se réinvente. Cette dernière forme de démocratie consiste à associer les citoyens à la prise de décision en les consultant et en les faisant délibérer en dehors des périodes électorales, à l'instar du « grand débat national » ou de « la conférence citoyenne sur le climat ».

Arthur Goldhammer analyse la situation aux États-Unis, son pays, en proie à « *une crise inquiétante et virulente* ». Il détaille six facteurs clés : la panne de l'ascenseur social, la transformation du système médiatique, une utilisation manichéenne des réseaux sociaux, les institutions d'oppositions ou de contre-pouvoir, les tensions raciales et les relents xénophobes. On retiendra notamment que « *les Européens ont toujours sous-estimé leur chance de promotion sociale alors que les Américains l'ont toujours suresti-*

Le désenchantement des réseaux sociaux et le rôle des médias

Les intervenants du débat ont expliqué que l'utilisation des réseaux sociaux par des démagogues qui s'adressent à des millions de personnes sans possibilité de contradiction et qui fustigent à longueur de temps « les élites » exacerbe la défiance. Les panélistes portent aussi un regard assez critique sur ce média au regard des « espoirs fous » qu'il avait suscité lors de son avènement. A la question du public

de savoir s'il n'y avait pas « de désinformation » de la part des médias français, les intervenants ont répondu « qu'il n'y avait pas, en France, de chaîne comme Fox News ». En revanche, l'intérêt pour l'information dans l'Hexagone, mesuré par le Baromètre La Croix, a atteint en 2020 son plus bas niveau historique, une donnée peu réjouissante...

mé ». L'écrivain-traducteur se veut par ailleurs très critique avec l'université américaine qui, en mettant en place « *un système de sélection soi-disant objectif, a créé quelque chose qui ressemble fort à une caste de diplômés* ».

De la responsabilisation collective

Marc van der Woude met en lumière deux facteurs qui contribuent à la défiance, en France comme Outre-Atlantique. Le premier résulte du modèle social-démocrate qui ne fonctionne plus et attise l'individualisme au détriment du collectif.

« Le respect du droit individuel est parfaitement bien pris en compte sur le plan juridique. Mais où est la responsabilité collective et comment se traduit-elle dans les décisions juridictionnelles ? »

Marc van der Woude

Le second tient dans la perception de l'Europe par le citoyen, qui estime que l'UE est responsable de la perte du contrôle des États, notamment en raison du discours différent des hommes et femmes politiques selon qu'ils se trouvent à Bruxelles ou dans leur pays. « *Quand on parle des élections européennes, sont-elles européennes ? Non ce sont des élections où on désigne des délégués au Parlement européen mais le processus n'est pas un processus collectif. Là aussi, on n'assume pas vis-à-vis de l'Europe* ». Il le regrette, estimant que l'UE pourrait être justement la cause qui rassemble et non celle qui divise.

REPÈRES

- ▶ **64%** de la population estime que la démocratie ne fonctionne pas correctement dans notre pays
- ▶ **39%** seulement des Français disent avoir confiance dans le gouvernement pour faire face efficacement au Coronavirus
- ▶ **30%** des personnes expriment de la méfiance, premier critère pour qualifier leur état d'esprit, devant la lassitude (28%), la morosité (22%) puis la sérénité (21%)
- ▶ **8%** seulement des salariés français sont syndiqués

LES DYNAMIQUES ASIATIQUES À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Azur



Virginie Robert, Judy Tseng et Antoine Bondaz

Un climat de tension

Chine, Taïwan, Corée, Vietnam, Japon... Les pays d'Asie subissent comme tous les pays du globe la crise sanitaire. Comment s'en sortent-ils ? La pandémie modifie-t-elle leurs relations avec les autres puissances du monde ? Jean-Pierre Cabestan aborde d'emblée les relations entre la Chine et l'Union européenne sur la question de l'accès au marché chinois. « *Nous sommes dans une impasse et je vois mal comment la Chine et l'Europe vont pouvoir trouver un terrain d'entente si*

le régime de Pékin n'accepte pas de faire des concessions » explique-t-il. La Covid-19 aurait pu rapprocher les deux camps mais elle les a plutôt divisés. Judy Tseng livre dans la foulée son approche du point de vue taïwanais. Pour elle, La pandémie a joué un rôle, dans la mesure où elle a révélé des divisions au sein de la société taïwanaise avec des tensions entre Taïwan et la Chine qui ont généré beaucoup de souffrances. Elle insiste par ailleurs sur l'urgence d'un monde multi-alliance conforté par une solidarité régionale émergente pour combattre la crise et renforcer la démocratie, y compris dans les pays sous influence chinoise.

MODÉRATRICE :

Virginie Robert, Chef du service international, Les Echos

INTERVENANTS :

Jean-Pierre Cabestan, Professeur en Science Politique à la Hong Kong Baptist University et Directeur de Recherche au CNRS

Dingli Shen, Professeur au Center for American Studies, Fudan University

Judy Tseng, Correspondante de la Central News Agency de Taïwan en France

Antoine Bondaz, Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique

Enterrement la hache de guerre entre les États-Unis et la Chine

Contrairement à l'idée « d'un monde d'après », Antoine Bondaz affirme que les tendances préexistantes se sont renforcées. Il évoque tout d'abord l'as-



Jean-Pierre Cabestan

sertivité¹ de la Chine, avec des autorités désireuses d'imposer leurs éléments de langage de façon policée. Il note ensuite la mise en place d'une diplomatie sanitaire chinoise qui a été la première à apporter de l'aide à l'Italie durement touchée par le Coronavirus, avant même l'UE. Il pointe enfin la détérioration de l'image de la Chine commencée aux États-Unis dès 2016 et en Europe à partir de 2018. Pour l'intervenant, cette crise a été un révélateur des faiblesses et des erreurs de la France et de l'Europe. *« Il faut être moins dépendant d'un pays, en diversifiant nos partenaires et en nous assurant que nos intérêts soient préservés en cas de récurrence »*. Dingli Shen renforce pour sa part l'idée que la pandémie a été un facteur aggravant de la détérioration des relations entre la Chine et les États-Unis à tous les niveaux, sur le plan commercial donc, mais aussi universitaire avec beaucoup d'étudiants chinois expulsés du territoire américain. Elle explique que Washington soutient Taïwan par l'envoi d'officiers, de soldats et d'armes, une démarche nouvelle que personne n'attendait. Les tensions sont vives en Asie, avec de surcroît la Corée du Nord qui refuse d'abandonner

¹ Capacité d'un individu à exprimer ses idées et à défendre ses droits sans susciter l'hostilité de son interlocuteur dont il respecte les valeurs.

l'arme atomique. La question indopacifique est aussi à l'ordre du jour avec un gouvernement iranien mécontent de la présence américaine dans cette région.

« Alors qu'il faudrait coopérer, j'ai l'impression qu'un consensus se forme entre Démocrates et Républicains américains pour détériorer encore plus les relations avec la Chine ».

Dingli Shen

La sécurité préemptive

Jean-Pierre Cabestan milite pour une sécurité préemptive afin de juguler une pandémie comme celle que nous connaissons. S'il note une différence importante entre les pays qui ont des frontières (comme Taïwan, le Japon, la Corée et même la région de Hong Kong) et l'espace Schengen de l'UE, il indique qu'un territoire comme Taïwan a mis en place dès fin décembre 2019 des mesures de protection très efficaces. Il pense par ailleurs que les États-Unis ont joué un jeu naïf avec la Chine en lui laissant prendre le leadership technologique mondial. Selon lui, les États Unis partent du principe que *« tant que la Chine sera dirigée par un parti unique qui empêche le pays de se mondialiser, il sera difficile d'avoir des relations normalisées avec cette puissance »*. Judy Tseng détaille de son côté toutes les mesures prises par Taïwan pour limiter la propagation du virus. Dans un pays traumatisé par la catastrophe du SARS en 2003, le gouvernement avait créé un centre de commandement qui s'est réactivé. Celui-ci prend toutes les décisions et communique rapidement et efficace-

ment au sein d'une société qui possède la culture du masque. Enfin, l'usage de la technologie pour prévenir les cas contacts a joué, tout comme le respect des règles drastiques mises en place. Le civisme et la confiance mutuelle entre le gouvernement et le peuple taïwanais participent à cette bonne gestion collective de la crise.

« Taïwan se veut irréprochable dans la gestion de la Covid-19 afin de montrer au monde entier l'injustice de son exclusion l'OMS suite au diktat de la Chine ».

Judy Tseng

Antoine Bondaz revient enfin sur les mesures prises par les différents pays d'Asie face à la crise dont l'exigence - difficile à imaginer en France - présente des vertus économiques. « La Corée du Sud va devenir la dixième puissance économique mondiale, dépassant en un an le Canada et la Russie ». Le choc en Asie s'avère en effet moins douloureux économiquement qu'ailleurs car la limitation du virus n'a pas engendré de plan de relance d'envergure, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de dynamiques pour les pays d'Asie.

REPÈRES

- ▶ **1** décès sur deux de la Covid-19 est à déplorer en Europe et en Amérique du Nord contre 1 décès sur 5 pour l'Asie, alors que sa population est 4 fois supérieure
- ▶ **6** morts seulement du Covid-19 au 15 avril 2020 à Taïwan pour une île de 24 millions d'habitants
- ▶ **4,9 %** de croissance au 3e trimestre 2020 après 3,2% au semestre précédent : la Chine confirme sa reprise économique en souffrance au plus fort de la crise sanitaire

ÉTATS-UNIS – CHINE : quelle conduite à tenir pour l'UE ?

Interrogé sur le sujet, Jean-Pierre Cabestan explique que l'Europe pense pouvoir jouer un rôle de médiateur en maintenant une position équilibrée de la Chine et des États-Unis. A titre personnel, il estime que l'UE se rapproche quand même plus des valeurs et approches économiques des Américains, partageant avec eux des intérêts stratégiques en extrême Orient.

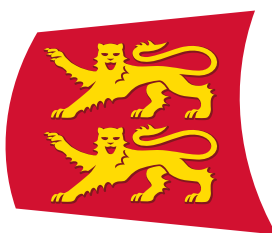
L'attitude du Japon lui semble intéressante à ce titre puisque ce pays déploie une stratégie assez fine qui consiste à ne pas couper les ponts avec la Chine dont il est tributaire sur le plan économique tout en maintenant des relations stratégiques avec les États-Unis, mais aussi l'Inde et le Vietnam.



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE